

# Économie politique des **capitalismes** Perspectives **Nord/Sud**

**Appel à communications**

## **Violence, conflits et capitalismes : vers une (dé)régulation ?**

**26>27 octobre 2023**  
**Sciences Po Bordeaux**



### **Deuxième édition des Journées d'étude**

Depuis quelques décennies, la mondialisation, synonyme d'intégration croissante des différentes parties du monde, a impliqué des interdépendances économiques toujours plus fortes, largement conçues comme un gage d'interactions internationales harmonieuses. Cette représentation du monde est souvent associée à la littérature libérale classique, s'inspirant du « doux commerce » de Montesquieu. Selon ce courant, le commerce, et plus globalement le développement du marché capitaliste, a été considéré comme un facteur de pacification des relations entre individus et entre sociétés. Fontaine (2014) insiste à ce titre sur la symétrie entre *alters* que créerait l'échange marchand, tout en offrant une liberté de participation là où les échanges plus traditionnels, par exemple dans les systèmes féodaux, seraient davantage caractérisés par une violence dirigée vers les classes productives. Qu'il repose sur la civilisation des mœurs, la canalisation des désirs ou l'accumulation du capital, la progression des échanges marchands est alors vue comme une manière de réduire la violence.

Cette vision de la mondialisation et de l'échange heureux semble tantôt révolue, tantôt contestable. En effet, depuis longtemps, les travaux traitant du fait colonial ont démontré le lien entre les politiques impériales, entendues ici comme une « conception d'ensemble de la mise en exploitation rentable des territoires dominés » (Coquery-Vitrovitch, 1979, p. 51) et la production de la violence (Harvey, 2003). Sur le continent africain, la mobilisation du surplus a par exemple été assurée par la contrainte (impôts, enfermement, travail forcé, cultures obligatoires, expropriation foncière) (Frankema et van Waijenburg, 2014). Les théories associant capitalisme et pacification semblent ainsi reposer sur des impensés, et en particulier celui de la colonisation.

Ces théories sont d'autant plus questionnées aujourd'hui que la « violence redevient normale pour tout le monde » (Wallerstein, 1995, p. 56). Dans la période actuelle, les institutions en charge de la régulation de la mondialisation paraissent enfoncées dans des difficultés majeures tandis que la circulation des biens, des services, des capitaux et des humains fait l'objet d'une politisation accrue pouvant aller jusqu'au conflit armé. La production scientifique s'en trouve affectée : « si la mondialisation fut le concept clé des années 1980, l'impérialisme est depuis revenu sur toutes les lèvres » (Bürbaumer, 2020, p. 11). Ce potentiel changement paradigmatique nous amène à relire les théories classiques avec un nouveau regard. Une lecture attentive permet d'y déceler des références à la violence. Comme le précise Fontaine (2014, p. 242), s'il peut être émancipateur et vecteur de richesses, le marché est aussi « le lieu possible de toutes les tricheries et de toutes les violences ». On retrouve d'ailleurs pareilles craintes chez Smith et d'autres classiques, qui voient dans le marché un élément « naturellement » pacificateur mais aussi potentiellement créateur, sans encadrement politique suffisant, de « haines et de querelles » (Smith, livre 4, p. 435, cité par Dalem, 2003). Dès lors, « la thèse de l'économie de marché pacifique », en tout cas dans sa formulation univoque, est « introuvable » et dans la littérature, et dans la réalité sociale observée (Dalem, 2003). Dans les faits, la concurrence poussée à l'extrême fragilise, précarise et détruit, crée de l'exclusion voire de l'anomie (Lordon, 2003).

La question n'est alors plus de savoir si le capitalisme est un système violent ou non mais d'en appréhender les cibles principales dans le spectre des groupes sociaux et les formes centrales, à savoir s'il s'agit d'une « violence marchande » (Aglietta et Orléan, 1982), c'est-à-dire d'une violence économique induite par le fonctionnement endogène du capital, ou d'une violence plus spécifiquement politique exercée par l'Etat en tant qu'instance de coordination du capitalisme. Par ailleurs, de nouvelles questions découlent de la précédente quant aux formes de régulation et de contrôle de cette violence, ainsi qu'aux types de distribution des ressources afférentes, et ses bénéficiaires et acteurs. En ce sens, une approche en termes d'économie politique offre des qualités analytiques singulières, car liée à l'analyse du pouvoir qui encadre l'exercice de la violence, qu'il s'agisse de com-

prendre les rapports entre élites, entre classes ou entre nations. Si la résurgence de la violence est souvent considérée comme un marqueur de crise ou de déséquilibres (Amin, 2003), il importe aussi de comprendre comment conflits et destructions deviennent parfois un mode d'exercice du pouvoir (Vahabi, 2004).

La violence – qu'elle soit abordée par les conflits, l'exploitation, l'appropriation, la destruction, la guerre voire les révolutions – apparaît ainsi à travers de nombreux travaux qui cherchent à comprendre les effets du marché et des relations qu'il crée. D'autres travaux, s'inscrivant notamment dans les théories néo-institutionnalistes ou dans la New Political Economy, ont plutôt insisté sur la relation violence-développement : c'est parce que certaines sociétés ont réussi à canaliser la violence qu'elles auraient connu un enrichissement important, notamment via le développement du marché (Bates, 2003). North et al. (2009) mettent ainsi au cœur de leur programme de recherche les « ordres sociaux » et les modes de régulation de la violence (clientélisme, concurrence entre élites, etc.). Ces travaux ne cherchent plus à expliquer pourquoi une société est riche ou pauvre, mais par quels moyens et selon quelle configuration elle a réussi (ou non) à endiguer la violence (Khan, 2018). L'histoire économique devient en quelque sorte une histoire de la violence, de son contrôle et de son exercice légitime, ou non.

Sur fond de difficultés d'approvisionnement et de réorganisation des chaînes globales de valeur, de tensions croissantes entre les Etats-Unis et la Chine, et de guerre en Ukraine, la période actuelle conduit à réinterroger la place qu'occupe la violence, tant au Nord qu'au Sud, et à travers l'imbrication des différents espaces dans le monde. Un ajustement des angles de recherche et des concepts scientifiques pourrait en résulter, intégrant l'économie, l'histoire, la science politique, les relations internationales, la sociologie ou l'anthropologie. La violence ne représente alors pas une parenthèse qui viendrait interrompre des interactions paisibles, mais comme le prolongement, du moins partiel, de ces interactions, dont il convient d'étudier les mécanismes, les conséquences et les arrangements sociaux et politiques sous-tendus.

**Cette deuxième édition des Journées d'étude sur l'économie politique des capitalismes – perspectives Nord/Sud de Sciences Po Bordeaux** propose donc d'explorer les rapports entre violence et capitalisme. A titre indicatif et de manière non exhaustive, les communications peuvent porter par exemple sur :

- Les ressorts économiques de la guerre/des conflits et les transformations socio-économiques qu'ils génèrent
- La place de la violence dans le fonctionnement ordinaire des chaînes globales de valeur, y compris le rapport des firmes multinationales à la coercition
- Les formes de conceptualisation et légitimation de la violence dans le capitalisme
- Les configurations institutionnelles, jeux d'acteurs et liens entre institutions, à l'œuvre dans le contrôle de la violence
- Les liens entre conflit, coercition et développement économique

## Bibliographie sélective

- Aglietta, M. et A. Orléan (1982), *La violence de la monnaie*, Paris : PUF.
- Amin, S. (2003), « Le capitalisme sénile », *Actuel Marx*, no. 33, pp. 101-120.
- Bates, R. (2001), *Prosperity and Violence. The Political Economy of Development*, New York: W. W. Norton & Co.
- Bürbaumer, B. (2020), *Le souverain et le marché*, Paris : Editions Amsterdam.
- Coquery-Vidrovitch, C. (1979), « Colonisation ou impérialisme : la politique africaine de la France entre les deux guerres », *Le Mouvement social*, no. 107, pp. 51-76.
- Dalem, A. (2003), « Guerre et économie : le libéralisme et la pacification par le marché », *Raisons Politiques*, no. 9, pp. 49-64.
- Deffains, B. et S. Ferey (2011), « La violence politique est-elle soluble dans le capitalisme ? », *Oeconomica*, no. 1, pp. 128-138.
- Fontaine, L. (2014), *Le marché, histoire d'une conquête sociale*, Paris : Gallimard.
- Frankema, E. and M. van Waijenburg (2014), Metropolitan Blueprints of Colonial Taxation? Lessons from Fiscal Capacity Building in British and French Africa, c. 1880-1940, *Journal of African History*, vol. 55, no. 3, pp. 371-400.
- Hirschman, A. (1977), *Les passions et les intérêts. Justifications politiques du capitalisme avant son apogée*, trad. de l'angl. par Pierre Andler, Paris : PUF.
- Khan, M. (2018), « Political Settlements and the Analysis of Institutions », *African Affairs*, vol. 117, pp. 636-655.
- Lordon, F. (2003), « Violences néo-libérales », *Mouvements*, no. 23, pp. 41-48.
- North, D., Wallis, J. J. et B. Weingast, (2009), *Violence and Social Orders*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Schumpeter, J. (1919), « Contribution à une sociologie des impérialismes », in Schumpeter, J, *Impérialisme et classes sociales*, trad. française, Paris, Ed. de Minuit, 1972.
- Vahabi, M. (2004), *The Political Economy of Destructive Power*, Cheltenham : Edward Elgar.
- Wallerstein, I. (1995), « La violence et l'économie-monde capitaliste », *Lignes*, no. 25, pp. 48-56.

**Les propositions de communication doivent être envoyées à :**  
[ecopodescapitalismes@gmail.com](mailto:ecopodescapitalismes@gmail.com)

**Longueur des propositions : 500 mots maximum**

**30 juin 2023 : date limite de soumission des propositions**

**17 juillet 2023 : réponse (acceptation ou rejet) aux soumissions**

## Comité d'organisation

Jean-Philippe Berrou (LAM)  
Benjamin Bürbaumer (CED)  
Quentin Chapus (LAM)  
Clémentine Chazal (LAM)  
Caroline Dufy (CED)  
Alexe Duvaut (CED)  
Ahmed Fouad El Haddad (CED)

Faouzi El Mestari (CED)  
Hein Htet (CED)  
Thibaut Joltreau (CED)  
Luc-Yaovi Kouassi (LAM)  
Alain Piveteau (IRD)  
Antoine Roger (CED)  
Alice Sindzingre (Chercheure en économie)  
Andy Smith (FNSP)  
Zoé Tinturier (LAM)